

*Guatemala : le président élu fixe
au lundi 18 la date de la
manifestation de masse*



ARÉVALO
PRESIDENTE ELECTO

KARIN
VICEPRESIDENTA ELECTA

LUNES
18
SEPTIEMBRE

5:30
P.M.

**Presentación de acción
de amparo ante la CSJ**

¡Nos vemos en la corte!
¡Acompáñanos!

Guatemala, 16 sept (RHC) Le premier appel à une manifestation de masse lancé par le président élu du Guatemala, Bernardo Arévalo, est prévu pour le lundi 18 sur la Place des Droits de l'Homme.

"Le moment est venu pour nous tous, en tant que nation, d'avancer, d'élever la voix et de mettre un terme à la minorité corrompue et aux putschistes qui tentent de priver le peuple du droit de vivre en démocratie", a déclaré le porte-drapeau du mouvement Seed.

Par le biais d'un message sur les réseaux sociaux, l'actuel député et sociologue de profession a réitéré qu'il présentera un recours devant la Cour suprême de justice à 17h30, heure locale.

Nous dirons "dehors les putschistes", a souligné le vainqueur des élections du 20 août, qui a appelé les gens à porter le drapeau bleu et blanc et à défendre le droit de construire un avenir meilleur.

"Nous espérons que les paysans, les peuples indigènes, les organisations sociales, les universitaires, les hommes d'affaires et tous les autres se joindront à nous pour transmettre ce message", a-t-il fait remarquer.

Il a également déclaré qu'à l'intérieur du pays, ces événements devraient être organisés avec le même accent et le même esprit d'unité dans les différentes capitales départementales.

Il a appelé à une participation massive, à une démonstration de rejet national et d'unité contre les corrompus.

L'homme politique a déclaré : "Nous sommes contre les tentatives fallacieuses et illégales de violer la volonté populaire librement exprimée dans les urnes".

Face aux doutes concernant les actions menées par le ministère public (MP) contre les élections en ouvrant les boîtes contenant les bulletins de vote, il a fait part de plusieurs décisions prises cette semaine.

Il a demandé la démission du procureur général Consuelo Porras, du chef du bureau du procureur spécial contre l'impunité (FECI), Rafael Curruchiche, et du procureur Fredy Orellana.

Elle a également suspendu temporairement sa participation au processus administratif de transition gouvernementale, "jusqu'à ce que les conditions institutionnelles nécessaires soient rétablies", a souligné l'universitaire et écrivain.

"Il s'agit d'un problème national. Ce qui est en jeu, ce n'est pas l'avenir de Semilla (Semaille). Ce qui est en jeu, c'est la réalité, la viabilité des institutions démocratiques", a déclaré M. Arévalo à la presse.

Le parti vainqueur de Semilla, le Tribunal suprême électoral et d'autres organisations ont déposé des recours en amparo auprès de la Cour constitutionnelle pour faire cesser l'opération judiciaire.

Les organisations locales et internationales s'accordent à dire que ces manœuvres violent la loi électorale et des partis politiques et appellent au respect de la démocratie guatémaltèque (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/334181-guatemala-le-president-elu-fixe-au-lundi-18-la-date-de-la-manifestation-de-masse>



Radio Habana Cuba